

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG et Autres

Duran

Exercice clos le 31 décembre 2010

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
1, cours Valmy
92923 Paris-La Défense Cedex
S.A. au capital de € 5.497.100

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
41, rue Ybry
92576 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Duran

Exercice clos le 31 décembre 2010

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Duran, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

La note A) « Faits marquants et événements postérieurs à la clôture », qui décrit dans sa dernière partie intitulée « Continuité d'Exploitation » les conditions d'exécution du plan de redressement de la société, et indique que la continuité d'exploitation de la société est assurée par le soutien de Quinta Communication, via sa filiale Quinta Industries, et que ce soutien n'a pas été renouvelé de manière formalisée par l'actionnaire majoritaire pour la période de douze mois à compter de l'arrêté des comptes clos le 31 décembre 2010. La note précise que cette situation entraîne une incertitude sur la capacité de la société à poursuivre son activité et, qu'en conséquence, notamment en cas de non-réalisation des hypothèses présentées, elle pourrait ne pas être en mesure d'acquitter ses dettes et de réaliser ses actifs dans le cadre normal de son activité.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Comme l'indique le paragraphe A) « Faits marquants et événements postérieurs à la clôture », votre société a comptabilisé le chiffre d'affaires relatif à la fabrication d'un long métrage selon la méthode de l'avancement, calculée sur la base des coûts réels engagés par rapport aux coûts budgétés. Cette note décrit les effets de l'arrêt du projet correspondant, conduisant à la reconnaissance de l'ensemble des actifs et passifs relatifs au projet à leur valeur de réalisation, et son impact sur les comptes. Nous nous sommes assurés du caractère approprié des principes et des méthodes comptables retenus, et qu'une information appropriée était donnée dans l'annexe.
- Votre société constitue des provisions pour dépréciation des titres de participation, tel que cela est décrit dans la note B.3 de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

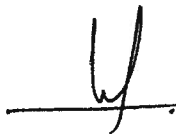
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés dans la première partie de ce rapport, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 9 septembre 2011

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Henri Baetz

ERNST & YOUNG et Autres



Patrick Cassoux

DURAN SA

(Groupe QUINTA INDUSTRIES)
Société anonyme au capital de 13.847.913,18 €
35, rue Gabriel Péri
92 130 Issy les Moulineaux
RCS NANTERRE B 328 732 839
tél (33) 1 45 29 99 99 fax (33) 1 45 29 99 98
www.duran-duboi.com

Comptes annuels au 31 décembre 2010

ACTIF

	31.12.10			31.12.09
	Montant brut	Amortissements et provisions	Montant net	
Actif immobilisé				
Fonds commercial	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	10 589	10 288	301	4 732
Matériel et outillage	3 360	2 642	718	539
Autres immobilisations corporelles	4 180	2 052	2 129	2 111
Participations	10 043	9 912	130	133
Créances rattachées à des participations	573	573	0	0
Autres immobilisations financières	9		9	6
Total	28 754	25 467	3 287	7 521
Actif circulant				
Marchandises et en cours	25	0	25	95
Avances et acomptes sur versés sur commandes				
Clients	6 904	834	6 070	7 171
Autres créances	3 865	235	3 630	2 553
Titres de placement	2	0	2	2
Disponibilités	1		1	39
Charges constatées d'avance	620		620	474
Total	11 416	1 069	10 348	10 334
Prime de remboursement des obligations	62		62	83
Total général	40 233	26 536	13 697	17 938

PASSIF

	31.12.10	31.12.09
Capitaux propres		
Capital social ou individuel	13 848	13 848
Primes d'émission, de fusion	0	21 215
Réserve légale	22	22
Réserves statutaires	0	417
Réserves réglementées	0	52
Report à nouveau	-30 914	- 48 685
Résultat de l'exercice	- 5 908	- 3 914
Subventions d'investissement		
Total	- 22 952	- 17 044
Provisions		
Provisions pour risques	310	555
Provisions pour charges	79	50
Total	389	605
Dettes		
Emprunt obligataire convertible		
Autre emprunt obligataire	2 551	2 551
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 140	2 265
Emprunts et dettes financières divers	8 518	5 566
Dettes fournisseurs	8 026	7 638
Dettes fiscales et sociales	11 122	8 311
Dettes sur immobilisations	500	2 500
Autres dettes	2 835	2 259
Produits constatés d'avance	1 567	3 287
Total	36 259	34 377
Total général	13 697	17 938

<i>(en milliers d'€)</i>	Au 31.12.10	Au 31.12.09
--------------------------	--------------------	--------------------

Ventes de marchandises	187	179
Production de services	19 369	13 521
Chiffre d'affaires net	19 556	13 700
Production immobilisée	0	0
Subventions d'exploitation	114	101
Reprise sur provisions et transfert de charges	336	380
Autres produits	3	3
Total des produits d'exploitation	20 009	14 185
Achats de marchandises	546	626
Achats de matières premières	0	0
Variation de stocks	82	-13
Autres achats et charges externes	8 881	8 776
Impôts et taxes	609	608
Salaires et appointements	5 649	4 498
Charges sociales	3 072	2 399
Dotations aux amortissements et provisions	6 878	637
Dotations sur actif circulant	38	46
Dotations provisions pour risques et charges		3
Autres charges	4	1
Total des charges d'exploitation	25 759	17 581
Résultat d'exploitation	- 5 750	-3 396
Bénéfice attribué sur opérations en commun	0	0
Perte supportée sur opérations en commun	0	0
Produits financiers de participations	200	
Autres intérêts et produits	0	30
Reprises sur provisions et transfert de charges	0	131
Produits des autres valeurs	5	5
Total des produits financiers	205	166
Dotations financières	191	94
Intérêts et charges	169	251
Total des charges financières	361	345
Résultat financier	-156	- 179
Résultat courant avant IS	-5 906	-3 575
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 480	68
Produits exceptionnels sur opérations en capital	168	12
Reprises sur provisions et transfert de charges	288	25
Total des produits exceptionnels	1 936	105
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 863	328
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	293	2
Dotations exceptionnelles aux amortiss. et provisions	72	113
Total des charges exceptionnelles	2 228	443
Résultat exceptionnel	-292	-339
Impôt sur les bénéfices	-290	0
Résultat net	-5 908	-3 914

A) Faits marquants et événements postérieurs à la clôture, événements affectant la continuité d'exploitation et événements postérieurs à la clôture

1.2.1. Vérification des Taxes Professionnelles de 2007 à 2010 sur DURAN :

La société DURAN a fait l'objet en date du 5 mai 2010 d'une vérification des bases de sa taxe professionnelle de 2007 à 2010.

Suite à ce contrôle, Duran a comptabilisé en charge exceptionnelle un redressement de 1 360,5 K€ qui a faite suite à une demande de dégrèvement d'un montant de 1 249,3 k€ comptabilisée en produits exceptionnels, soit une perte nette pour DURAN de 0.1 M€.

1.2.2. Suivi des contrats signés en 2009 :

1° En 2010 le groupe DURAN est marqué principalement par la poursuite de la fabrication d'un long-métrage débuté en septembre 2009. En fin de 1er semestre 2010, la production a souhaité modifier le format d'exploitation vers la 3D-relief. Cette décision implique un décalage de la période de fabrication qui s'étalera jusqu'en 2012. Le chiffre d'affaires au titre de ce contrat de prestations de service est comptabilisé en fonction du taux d'avancement du projet. Celui-ci s'élève à 33.7% au 31 Décembre 2010 et a été calculé sur la base des coûts réels engagés de septembre 2009 à Décembre 2010 par rapport aux coûts budgétés.

Au 31 décembre 2010, une immobilisation en cours incorporelle de 6 M€ a été constatée au bilan représentant l'apport de Duran dans la coproduction.

Le montant de 0,5 M€ (solde de l'apport) qui sera facturé à Duran en avril 2012 a été comptabilisé au passif du bilan en « Dettes sur Immobilisations ».

Ces droits seront recouvrés par Duran et les co-producteurs selon les modalités de répartition contractuelles en fonction des RNPP disponibles (Revenus nets Part Producteur), leur répartition ne se faisant qu'après récupération de son investissement global par le co-producteur principal.

La recouvrabilité des droits de co-production par Duran dépend donc du coût global du film et du nombre d'entrées réalisées par ce film.

Pause sur un planning qui court jusqu'en juin 2012, pour clarifier plusieurs points entre les parties :

- existence d'un différend entre les deux parties sur le contrat de prestation.
- une procédure de référé a opposé les parties et le client a été débouté de toutes ses demandes par ordonnance du 27 mai 2011.

L'affaire sera plaidée au fond ultérieurement.

Dans la mesure où le principe de continuité d'exploitation n'est plus retenu sur le projet, la méthode de l'avancement n'est plus applicable.

Tous les actifs et passifs sur le projet doivent être reconnus à leur valeur de réalisation, et le chiffre d'affaire facturé ne fait plus l'objet de cut-off.

Cet événement survenu en mai 2011, la société DURAN a modifié son objectif et par mesure de prudence a souhaité comptabiliser dans ses comptes l'impact de cet arrêt de ce projet :

- Dépréciation de son droit de Co-production pour 5 999 k€
- Le client ne contestant pas le chiffre d'affaires qui lui a déjà été facturé au 31/12/2010 d'un montant de 5 672 k€.

L'impact dans les comptes au 31 décembre 2010 est de - 328 k€ en exploitation.

2° Le contrat de participation sur la post-production d'un film long métrage signé en 2009 par le groupe DURAN a fait l'objet d'une cession en Octobre 2010.

La moins-value totale réalisée sur ces droits de co-production est de 130 K€.

3° Par décision en date du 10 septembre 2010, la Commission départementale des Chefs des Services Financiers a décidé d'accorder à la société Quinta Industries et ses filiales, dont la société DURAN, un plan de redressement de leur passif fiscal et social. Par courrier en date du 23 décembre 2010 reçu le 27 décembre 2010, la Commission départementale des Chefs des Services Financiers a cependant indiqué qu'en égard à la survenance de nouvelles dettes fiscales et sociales, les plans octroyés avaient été dénoncés. Au 31 décembre 2010 toutes les dettes fiscales et sociales deviennent ainsi exigibles.

Continuité d'exploitation

Compte tenu du retard dans le paiement du dividende 2010, la SARL FHB, prise en la personne de Maître Bourbouloux, en sa qualité de commissaire à l'exécution des plans de redressement de Duran a déposé une requête devant le tribunal de Commerce de Nanterre en résolution du plan.

Une première audience s'est tenue le 15 mars 2011.

Par jugement du 23 mars 2011, le Tribunal, constatant que seuls 245.814 euros sur un total de 945.844 euros avaient été payés sur le dividende du plan Duran et prenant acte de l'engagement de Quinta Industries, son actionnaires majoritaire, de garantir le paiement du dividende échu, a accepté de renvoyer l'affaire au 14 juin 2011.

Le solde de l'échéance du plan de continuation prévue normalement en décembre 2010, a finalement été payée en mai 2011.

Ainsi, par jugement du 17 juin 2011, le Tribunal de commerce de Nanterre, constatant le règlement de l'échéance du plan, a dit n'y avoir lieu à la résolution du plan de continuation

La continuité d'exploitation de DURAN est assurée par le soutien de QUINTA Communications, via sa filiale QUINTA Industries.

Ce soutien n'a cependant pas été renouvelé de manière formalisée par l'actionnaire pour la période de 12 mois à compter de l'arrêté des comptes clos au 31 décembre 2010.

Cette situation entraîne une incertitude sur la capacité de la société à poursuivre son activité. En conséquence et en cas de non réalisation des hypothèses présentées, elle pourrait ne pas être en mesure d'acquitter ses dettes et de réaliser ses actifs dans le cadre normal de son activité.

B) Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2010 sont présentés conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

1) Immobilisations incorporelles

- Les autres immobilisations incorporelles comprennent :

- * des logiciels informatiques de gestion ou de production, acquis ou produits par la société elle-même et amortis sur douze mois prorata temporis, ou linéairement sur 3 ans.
- * des droits sur des films et coproductions (entièrement amortis et/ou dépréciés).

2) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire comme suit :

. Matériel son et vidéo	:	3 à 5 ans
. Aménagements et installations	:	4 à 15 ans
. Matériel et mobilier de bureau	:	4 à 10 ans

Le coût des travaux immobiliers faits par l'entreprise comprend le coût des matériaux et les charges salariales du personnel concerné.

3) Participations, autres titres immobilisés, créances sur titres de participation

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres correspond à leur valeur d'utilité et/ou à la valeur vénale de l'entreprise, en tenant compte respectivement de la quote-part de situation nette comptable et/ou des perspectives de rentabilité et de développement des filiales. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition et/ou valeur vénale.

Les créances sur titres de participation sont classées en immobilisations financières, ainsi que les éventuelles dépréciations qui y sont rattachées.

4) Stocks et en-cours

Les en-cours ainsi que les stocks de marchandises sont évalués au prix d'achat.

5) Créances

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constatée, le cas échéant, en fonction des risques de non recouvrement.

6) Indemnités de départ à la retraite

L'évaluation d'indemnité de départ à la retraite est comptabilisée en provision pour charge. L'évaluation tient compte de l'ancienneté des salariés, du taux de rotation constaté et de la probabilité des salariés

d'être présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite. Compte tenu de la loi Fillon, l'engagement a été calculé pour un départ à la retraite à 62 ans.

7) Opérations en devises

Les charges et les produits sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération ; les dettes, les créances et les disponibilités ont été converties et comptabilisées au bilan, sur la base du dernier cours de change. La différence résultant de l'actualisation des opérations en devises à ce dernier cours est portée au bilan en « écart de conversion ».

8) Crédit impôt recherche

Au cours de l'exercice 2010, nous avons constaté un crédit impôt recherche au titre de l'année 2009 d'un montant de 111 103 € et au titre de l'année 2010, un montant de 179 178 €.

9) Intégration fiscale

Depuis le 1^{er} janvier 2010, le groupe fiscal constitué par DURAN et ses filiales (AUDITORIUMS DE JOINVILLE, DUBOI, VALENTINE, et ACOUSTI STUDIOS) est intégré au périmètre fiscal de QUINTA INDUSTRIES (constitué de QUINTA INDUSTRIES, LTC, SCANLAB, et SIS).

La convention d'intégration fiscale prévoit que chaque société prend en charge l'impôt qu'elle aurait acquitté si elle n'était pas intégrée fiscalement, les économies d'impôts bénéficiant le cas échéant à QUINTA INDUSTRIES.

10) Emprunt obligataire

L'emprunt obligataire est comptabilisé au crédit du compte intéressé pour sa valeur totale, prime de remboursement comprise.

La contrepartie de la prime est enregistrée au débit du compte 169 figurant à l'actif du bilan.

La prime de remboursement des obligations est amortie sur la durée totale de l'emprunt depuis son origine.

11) Chiffre d'affaires

La reconnaissance du chiffre d'affaires s'effectue comme suit : les prestations de services sont facturées en fin de mois, sur relevé récapitulatif de l'activité du mois écoulé en fonction du taux contractuel net des remises commerciales.

Les dépassements par rapport au bon de commande ou au contrat initial font l'objet d'additifs et sont facturés également sur relevé récapitulatif.

Les services rendus non encore ou partiellement facturés sont évalués en fonction du prix de vente contractuel et des récapitulatifs facturables. Ils sont enregistrés en chiffre d'affaires et figurent à l'actif du bilan en "Factures à émettre". Les services facturés mais non totalement exécutés sont déduits du chiffre d'affaires facturé et sont portés au passif du bilan en "Produits constatés d'avance".

Les estimations de chiffre d'affaires sont revues mensuellement en fonction des plannings et des contrats.

Certaines prestations sont facturées au forfait. Le chiffre d'affaires est alors comptabilisé à

l'avancement des coûts estimés sur le contrat et le budget global de la prestation est revu chaque mois. Au 31 décembre 2010, il n'y a pas de perte à terminaison provisionnée.

Dans le chiffre d'affaires nous avons 986 k€ qui correspondent à de la facturation hors core-business faite à la société SCANLAB (facturation d'utilisation du matériel et des locaux).

C) Notes relatives à certains postes du bilan

1) Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice s'analysent comme suit :

Immobilisations incorporelles

<i>En milliers d'€</i>	<i>31/12/09</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>31/12/10</i>
<u>VALEURS BRUTES</u>				
Fonds commercial	0		0	0
Coproductions	2 063	0	0	2 063
Logiciels	1 956	570	0	2 526
Immo incorporelles en cours	4 642	1 649	290	6 000
Total	8 661	2 219	290	10 589

<i>En milliers d'€</i>	<i>31/12/09</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>31/12/10</i>
<u>AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS</u>				
Coproductions	2 063	5 999	0	8 062
Logiciels	1 866	359	0	2 225
Total	3 929	6 358	0	10 287

L'augmentation du poste « Immobilisation en cours » correspond pour 1.5 M€ au complément de l'apport en coproduction signé fin 2009 relatif à la fabrication d'un long métrage d'animation (cf 1.2.2) et pour 149 K€ à l'apport en coproduction pour le film LA RAFLE.

L'augmentation de provision de 5 999 K€ sur la Co production fait suite à l'arrêt du projet long métrage en animation.

Immobilisations corporelles

<i>En milliers d'€</i>	<i>31/12/09</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>31/12/10</i>
<u>VALEURS BRUTES</u>				
Matériel son et vidéo	3 005	355	0	3 360
Aménagements et installations	3 354	332	11	3 675
Autres immobilisations	481	118	94	505
Total	6 841	805	105	7 540

<i>En milliers d'€</i>	<i>31/12/09</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>31/12/10</i>
<u>AMORTISSEMENTS</u>				
Matériel son et vidéo	2 466	176	0	2 642
Aménagements et installations	1 408	293	11	1 690
Autres immobilisations	316	50	5	361

Total	4 190	519	16	4 693
--------------	--------------	------------	-----------	--------------

Immobilisations financières

<i>En milliers d'€</i>	<i>31/12/09</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>31/12/10</i>
VALEURS BRUTES				
Titres de participation	10 045	0	2	10 043
Créances rattachées aux participations	411	162	0	573
Prêts et autres immo. Financières	6	3	0	9
Total	10 462	165	2	10 624

<i>En milliers d'€</i>	<i>31/12/09</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>31/12/10</i>
PROVISIONS				
Titres de participation	9 912	0	0	9 912
Créances rattachées aux participations	411	162	0	573
Total	10 323	162	0	10 486

<i>Détail des créances rattachées à des participations en K€ :</i>	<i>VBrute</i>	<i>VNette</i>
Acousti Studios	241	0
Valentine	332	0
Total	573	0

2) Provisions

Les provisions inscrites au bilan s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'€</i>	<i>31/12/09</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>		<i>31/12/10</i>
			<i>Utilisées</i>	<i>Non utilisées</i>	
PROVISIONS					
Provisions pour risques et charges					
Provisions pour risques	513	27	14	240	286
Provisions pour charges	42	15	33	0	24
Provisions pour charges IDR	50	29	0	0	79
Provisions pour dépréciation					
Immobilisations incorporelles	1 550	5 999	0	0	7 550
Immobilisations financières	9 912	0	0	0	9 912
Titres de placement					
Créances rattachées à des participations	411	162	0	0	573
Stocks	12	0	0	12	0
Créances clients	925	38	88	41	834
Autres créances	227	8	0	0	235

Total	13 642	6 280	135	293	19 493
--------------	---------------	--------------	------------	------------	---------------

Les plus importantes dotations concernent :

- ✓ la provision pour charges IDR de 29 k€ correspondant à l'ajustement aux normes IFRS de la provision au 31/12/2009.
- ✓ la provision faite sur les créances rattachées correspond à une provision complémentaire du compte courant ACOUSTI et VALENTINE
- ✓ La provision pour dépréciation de la co-production du long métrage en animation pour 5 999 k€.

La plus importante reprise concerne la provision pour risque liée aux litiges prud'hommes. Un ajustement de la provision du 31/12/2009 a été constaté suite à la baisse des demandes d'indemnisation des parties adverses pour 240 K€ ainsi qu'une reprise de provision de 14 K€ suite au règlement d'un litige.

La provision pour risques est désormais constituée d'une provision pour litige Prud'homme de 254 K€, d'une provision pour majorations de retard des dettes sociales d'un montant de 27K€ et d'une provision pour litige client de 5 K€.

3) Créances clients et comptes rattachés

Les créances clients s'élèvent à 6 905 K€ et sont en grande partie à moins d'un an, sauf les clients douteux pour un montant de 1 022 k€.

Il n'y a plus de créances cédées pour affacturage au 31/12/2010. Le contrat DURAN / FACTOCIC ayant été dénoncé en septembre 2010.

4) Subventions

Une nouvelle subvention d'exploitation a été constatée au 31/12/2010 pour un montant de 114 K€, correspondant au nouveau projet ROM (Realtime Onset Matchmoving).

5) Détail des charges à payer

Les charges à payer s'analysent comme suit :

En milliers d'€	31/12/10	31/12/09
Intérêts sur emprunts et découverts bancaires	535	841
Fournisseurs	1 516	1 782
Clients (avoirs à établir)	2 164	1 544
Personnel	286	305
Dettes fiscales et sociales	3 435	1 118
Dettes sur immobilisations	500	2500
	8 436	8 090

6) Produits à recevoir

En milliers d'€	31/12/10	31/12/09
Clients - factures à établir	101	480
Fournisseurs - avoirs à recevoir	19	17
Subvention à recevoir	51	25
Organismes sociaux-produits à recevoir	0	0
Etat - produits à recevoir	1 249	368
Crédit Impôt Recherche	179	
	1 599	890

7) Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance (620 K€) concernent principalement la location immobilière (33 K€), la location de matériels (22 K€), les leasings ou locations évolutives (424 K€), la maintenance (125 K€) et les autres achats et charges externes (16 K€).

8) Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance pour un montant de 1 567 k€ au 31 décembre 2010 correspondent à des avancements de facturation sur certains projets en cours de fabrication.

9) Prime de remboursement des obligations

Suite à la renégociation des termes du contrat d'émission des obligations convertibles, les obligations ne seront remboursables qu'en 2013 et la nouvelle prime d'émission est de 208 K€. Celle-ci est amortie sur 10 ans à compter de l'exercice 2003/2004.

Suite à l'assemblée générale du 3 mars 2009, les 20 476 ORA ont été transformées en actions. Au cours de la période l'emprunt obligataire convertible a changé de forme pour devenir un emprunt obligataire simple, toujours à échéance 31/12/2013.

10) Composition du capital

Capital :

Le capital s'élève à 13 847 913.18 € et est composé de 2 843 514 actions. Les titres de la société sont cotés sur le marché Euronext Paris

Lors de l'AG du 12 mai 2010, statuant sur les comptes clos le 31 décembre 2009, la société a décidé d'imputer sur le compte report à nouveau, la totalité de la prime d'émission pour un montant total de 21 215 K€.

Variation des capitaux propres en K€ :

Capitaux propres au 31/12/09	- 17 044
Conversion des obligations en actions	0
Augmentation du capital social	0
Résultat au 31/12/2010	- 5 908
Capitaux propres au 31/12/2010	- 22 952

11) Dettes - échéancier par nature

Suite à la poursuite du plan de redressement par voie de continuation, il convient de présenter les dettes en fonction de leur échéance connue à ce jour et leur nature :

Nature	K€ au 31/12/2010	Echéance < 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans
Dettes nées avant la DCP				
Emprunt obligataire	2 551		2 551	
Dettes fournisseurs	830	236	594	0
Emp et dettes aup des ets de crédit	374	90	284	0
Emp et dettes financières divers	345	115	230	0
Dettes sociales	1 960	546	1 414	0
Dettes fiscales	1 742	581	1 162	0
Autres dettes	0			0
SSTOTAL 1 (23%)	7 802	1 568	6 234	0
Dettes nées après la DCP				
Dettes fournisseurs	7 196	7 196		
Dettes fournisseurs immos	500		500	
Emp et dettes aup des ets de crédit	766	766		
Emp et dettes financières divers	8 173	8 098	75	
Dettes sociales	2 654	2 654		
Dettes fiscales	4 667	4 667		
Autres dettes	2 835	2 835		
Produits constatés d'avance	7 238	7 238		
SSTOTAL 2 (77%)	34 029	33 454	575	0
TOTAL DES DETTES (100%)	41 831	35 022	6 809	0

L'échéance du plan de redressement judiciaire de décembre 2010 d'un montant de 912 k€ a été payée partiellement au 31 décembre 2010 pour 256 K€. Le solde de cette septième échéance a été versé en juin 2011.

12) Ventilation du chiffre d'affaires

	En milliers d'€		Total	
	France	Exportation	31/12/2010	2009
Ventes de marchandises	187	0	187	179
Production vendue de services	19 178	191	19 368	13 521

Total	19 365	191	19 556	13 700
--------------	---------------	------------	---------------	---------------

Répartition du chiffre d'affaires par marché en pourcentage :

	31/12/2010	31/12/2009
Animation 3D - Effets spéciaux	62,52%	43,33%
Fictions, émissions TV	10,04%	11,33%
Spots, clips, publicité	0,00%	0,00%
Étalonnage numérique	21,22%	37,08%
Divers	6,22%	8,26%
TOTAL	100%	100%

Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique :

L'organisation de la société ne rend pas significative l'information sectorielle par zone géographique, la quasi-totalité de l'activité étant réalisée en France, Paris et Région Parisienne.

En mai 2011, la société a stoppé le projet long métrage en animation 3 D signé en 2009.

Les conséquences de cet arrêt ont été constatées dans le résultat 2010 de la Société.

Le produit constaté d'avance sur ce projet a été extourné pour 5 672 k€, d'où une augmentation du Chiffre d'affaires du même montant sur la ligne « Effets spéciaux ».

13) Reprise sur provisions, amortissements et transferts de charges

Cette année le poste Reprise sur provisions, amortissements et transferts de charges (336 K€) comprend principalement les reprises de provisions sur actifs circulants (141 K€) et les transferts de charges (refacturations des charges courantes aux parties liées) (195 K€).

14) Résultat financier : - 156 K€

En milliers d'€	31/12/10	31/12/09
Produits financiers	205	166
Produits de participation	200	0
Intérêts des prêts aux filiales	5	5
Gains de change	0	30
Reprise provision titres + filiales	0	131
Autres		
Charges financières	361	345
Intérêts sur Emprunt Obligataire		
Intérêts des emprunts filiales et Quinta	79	95
Dotations prime de remboursement des obligations	21	21
Intérêts bancaires et OC	85	74
Pertes de change	5	11
Dotations provision pour titres de participation et créances sur titres	171	74
Perte sur créances liés à participation	0	0
Dotations provision pour titres de placement	0	0
Autres - Mali sur TUP	0	0
Charges nettes sur cession VMP	0	70

RESULTAT FINANCIER	- 156	- 179
---------------------------	--------------	--------------

Le taux de rémunération employé pour les prêts et emprunts à la maison mère et aux filiales est le taux EONIA au 31 décembre 2010 majoré de 0,5 point sauf pour LTC pour lesquelles le taux utilisé est de 3.41%.

15) Résultat exceptionnel : - 292 K€

Produits exceptionnels		1 936
Complément dégrèvement TP suite contrôle fiscal	1 310	
Reprise provision litiges prud'hommes	255	
Produits de cessions des immobilisations	168	
Ajustement dettes RJ	203	
Charges exceptionnelles		- 2 227
Pénalités et amendes organismes sociaux-fiscaux	229	
Subventions Restaurant des Auditoriums	80	
Valeurs nettes comptables suite cessions immos	293	
Complément TP 2007-2008-2009 suite contrôle fiscal	1 461	
Ajustement dettes RJ	40	
Provision pour risque	72	
Autres	52	
RESULTAT EXCEPTIONNEL		- 292

16) Impôts sur les bénéfices

Il a été constaté un produit d'impôt pour 290 K€ au 31/12/2010, correspondant au crédit d'impôt recherche pour les années 2009 (111 K€) et 2010 (179 K€).

Accroissement et allègement de la dette future d'impôt en K€ :

- allègement :
 - o provision pour congés payés 103
 - o participation à l'effort de construction 8
 - o contribution de solidarité 10
- accroissement : néant

Au 31 décembre 2010, le montant des déficits de la société DURAN, si elle était imposée séparément, s'élève à 50 887 K€. Le taux d'imposition de la société est de 33^{1/3} %

D) Autres informations

1) Etat des échéances au 31.12.10

CREANCES

<i>Etat des créances (en milliers d'€)</i>	<i>Montant brut</i>	<i>A 1 an au plus</i>	<i>A plus d'un an</i>
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	573	573	
Autres immobilisations financières	9		9
Créances de l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux	1 022	1 022	
Autres créances clients	5 882	5 882	
Personnel et comptes rattachés	6	6	
Taxe sur la valeur ajoutée	1 621	1 621	
Autres impôts	1 479	1 479	
Débiteurs divers	635	635	
Créances sur sociétés liées	124	124	
Charges constatées d'avance	620	620	
Total des créances	11 971	11 962	9

DETTES

Pour rappel, le nouvel échéancier des dettes est détaillé dans le point C) 11).

2) Entreprises liées

Postes comprenant des montants relatifs aux entreprises liées

Montants bruts en K€	Au 31/12/10	Au 31/12/09
Titres de participation	9 912	9 912
Créances rattachées aux participations	573	411
Créances clients (+fae)	1 646	1 984
Dettes fournisseurs (+fnp)	5 229	5 557
Autres dettes	8 100	5 146
Autres créances	0	72
Produits financiers	5	5
Charges financières	79	95

Engagements financiers

Effets escomptés non échus : Néant

Avals et Cautions :

- Néant

Etat des privilèges au 31 Décembre 2010 hors RJ :

- Privilèges de la Sécurité sociale et des régimes complémentaires pour 801 K€
- Privilèges du Trésor Public pour 214 K€.

Un contrat de location du fonds de commerce de DUBOI a été signé entre DURAN et DUBOI au 01/06/2007 et pour une durée de 3 ans reconductible tacitement. Le contrat a été reconduit pour 3 ans en 2010.

Droit individuel à la formation

La loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social modifiant les articles L933-1 à L933-6 du code du travail, ouvre pour les salariés bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminé de droit privé, un droit individuel à formation d'une durée de 21 heures minimum par an, cumulable sur une période de six ans (plafonné à 126 heures). Au cours de l'exercice 2010, une partie des salariés ont bénéficié de formation relevant du DIF. Il reste encore une forte quote-part de droits individuels à la formation au 31 décembre 2010 soit un solde de 3 151 heures valorisés à 80 582 k€.

Crédit-bail et locations financières

(en milliers d'€)

	Valeur d'origine	Amortissements				Redevances et loyers payés		
		Cumul an - 1	Dotations	Sorties	Total	Cumul an -1	Exercice	Total
Matériels	11 063	8 055	1 438	38	9 455	8 143	1 718	9 861
Autres immo. Corp.	26	33		7	26	29	0	29
Total	11 089	8 088	1 438	44	9 481	8 172	1 718	9 890

	Redevances et loyers restant à payer		
	A - 1 an	A + 1 an et - 5 ans	Total
Matériels	1 509	1 167	2 676
Autres immo. corporelles	0	0	0
Total	1 509	1 167	2 676

6) **Effectif mandataires et salariés permanents, hors intermittents à la clôture de l'exercice**

	Au 31/12/10	Au 31/12/09
Cadres	52	49
Employés	9	12
Total	61	61

7) **Rémunérations des dirigeants**

Le montant des rémunérations allouées, au titre de l'exercice, aux membres des organes de direction et d'administration s'élève à 0 K€.

8) **Engagement retraite**

Engagements inscrits au bilan au titre des engagements de retraite :

en k€	31/12/2010	31/12/2009
Provisions pour retraites	79	50

Ces engagements correspondent en totalité aux indemnités de départ en retraite.

Les principales hypothèses retenues dans le calcul des engagements de retraites sont les suivantes :

Age de départ à la retraite :	62 ans,
Salaire retenu :	Salaire brut
Taux de charges patronales :	45 %
Taux de Turnover :	7.5 %
Taux d'actualisation :	4.3

9) **Sociétés consolidantes**

⇒ La société Duran est consolidée par intégration globale dans les comptes consolidés de Quinta Industries.

10) **Tableau des filiales et participations de DURAN SA**

(en K€)	Capital	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu	Valeur comptable des titres (brut)	Valeur comptable des titres (net)	Nombre de parts ou consentis d'actions	Prêts et avances (brut)	CA H.T. de l'exercice	Résultat	Dividendes encaissés ou incorporés
DUBOI SA N° SIREN : 382403780 Siège : 221 bis bd Jean Jaurès 92100 Boulogne Billancourt	915	-1 039	100.00%	2 376	0	599.992	0	0	281	N/A
Auditorium de Joinville SA N° SIREN : 338090590 Siège : 221 bis bd Jean Jaurès 92100 Boulogne Billancourt	686	-5 829	100 %	6 905	0	44.991	0	5 040	- 1 167	N/A
Valentine SARL N° SIREN : 410505598 Siège : 35, rue Gabriel Péri 92130 Issy les Moulineaux	8	-336	99.00%	8	0	990	0	0	-6	N/A
ACOUSTI SARL	74	-207	100%	624	0	2.101	0	287	-172	N/A

N° SIREN : 324551894 Siège : 54, rue de Seine 75006 Paris

Dumar Vidéo Films	226	193	26%	129	129	11.600	178	12	N/A
----------------------	-----	-----	-----	-----	-----	--------	-----	----	-----

Siège : 2, rue du Kenya - Tunis 1002 - Tunisie - chiffres de 2010

Récamier SNC	15	4 120	10.00%	2	2	0	590	536	200
-----------------	----	-------	--------	---	---	---	-----	-----	-----

N° SIREN : 391803947 Siège : 31, rue Bonaparte 75006 Paris info 2009
